

ASS/GF/II/MG

2026-60

VILLE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES
DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU 8 AVRIL 2026

OBJET : DEMANDE DE PROTECTION FONCTIONNELLE D'UNE ÉLUE MUNICIPALE			
Nombre de conseillers en exercice : 33	Nombre de conseillers présents : 30	Nombre de votants : 33	Date de la convocation : 2 avril 2026

L'an deux mille vingt-six, le huit avril à dix-huit heures, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est rassemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. le Maire, Gérard FORCADA.

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, M. William COMBES, Mme Christine BÉNET, M. El Mahdi DAHBI, Mme Françoise CASTEL, M. Michel MASUYER, Mme Sabrina FITO, M. Laurent MARTINEZ, Mme Corinne ARMERO, M. Alain GARCIA, Mme Mireille SANTINI, M. Bernard ROUSSET, M. Christian ROIG, M. Philippe GALANO, M. Erik LE MOAL, Mme Christine FOULQUIER, M. Thierry CAUMEIL, M. Jérôme BACAVE-ESTEVE, Mme Angélique ARCIET, Mme Vanessa BESLER, Mme Émilie FABREGAT, Mme Carol-Ann EHRHARD, Mme Pauline VILCHEZ, Mme Mélinda MARTIN, M. André HERNANDEZ, M. Denis PROVENT, M. Thierry DENARD, Mme Marie-Claude MARTINEZ, Mme Valérie DUMONTET, Mme Dominique GEA

Étaient absents :

M. Jean-Charles PITT, Mme Magali GARY-BOBO, M. Michel CANO

Avaient donné mandat :

M. Jean-Charles PITT à Mme Corinne ARMERO, Mme Magali GARY-BOBO à M. Gérard FORCADA, M. Michel CANO à M. Thierry DENARD

QUORUM : 17

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Gérard FORCADA

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Christine BÉNET

RAPPORTEUR : Philippe GALANO

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211102033-20260408-2026-60-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/04/2026
Publication : 16/04/2026

Pour le Maire



Vu la loi n° 2024-247 du 21 mars 2024 renforçant la sécurité et la protection des maires et des élus locaux ;
Vu la loi n° 2025-1249 du 22 décembre 2025 portant création d'un statut de l'élu local ;
Vu le Code électoral ;
Vu le courrier demandant la protection fonctionnelle adressée par Mme Sophie BIRKENER au Maire, M. Gérard FORCADA en date du 20 mars 2026 ;

Mme Sophie BIRKENER, conseillère municipale au cours du précédent mandat et candidate aux élections municipales de mars 2026, s'est plainte d'avoir été victime de critiques, d'actes diffamatoires et d'outrages au cours du mois de mars 2026 dans le cadre d'un organe de communication numérique.

Mme Sophie BIRKENER s'est rendue au poste de gendarmerie nationale de Lézignan-Corbières pour déposer une plainte et a sollicité la mise en œuvre de la protection fonctionnelle prévue pour les agents publics ainsi que la prise en charge des frais afférents par la commune.

L'article L. 2123-35 du Code général des collectivités territoriales dispose : « *La commune accorde sa protection au maire, aux autres membres du conseil municipal ou à l'un de ces élus ayant cessé ses fonctions lorsqu'ils sont victimes de violences, de menaces ou d'outrages à l'occasion ou du fait de leurs fonctions actuelles ou passées. Elle répare, le cas échéant, l'intégralité du préjudice qui en a résulté.* »

Il est demandé au Conseil municipal d'approuver la demande de protection fonctionnelle de Mme Sophie BIRKENER.

Sur présentation de son rapporteur,

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré

Approuve à la majorité, par 26 voix pour (de M. Gérard FORCADA, M. William COMBES, Mme Christine BÉNET, M. El Mahdi DAHBI, Mme Françoise CASTEL, M. Michel MASUYER, Mme Sabrina FITO, M. Laurent MARTINEZ, Mme Corinne ARMERO, M. Alain GARCIA, Mme Mireille SANTINI, M. Bernard ROUSSET, M. Christian ROIG, M. Philippe GALANO, M. Erik LE MOAL, M. Jean-Charles PITT, Mme Christine FOULQUIER, M. Thierry CAUMEIL, M. Jérôme BACAVE-ESTEVE, Mme Magali GARY-BOBO, Mme Angélique ARCIET, Mme Vanessa BESLER, Mme Émilie FABREGAT, Mme Carol-Ann EHRHARD, Mme Pauline VILCHEZ, Mme Mélinda MARTIN du groupe "Un autre Lézignan, oui c'est possible") et 7 voix contre (de M. André HERNANDEZ, M. Dominique CANO, M. Denis PROVENT, M. Thierry DENARD, Mme Marie-Claude MARTINEZ, Mme Valérie DUMONTET, Mme Dominique GEA du groupe "Un nouvel élan pour Lézignan")

Après vérification du fondement juridique sur lequel Mme Sophie BIRKENER peut demander la protection fonctionnelle dans cette situation, il apparaît que sa demande doit être formulée en tant que candidate aux élections et non en tant qu'ancienne conseillère municipale. La procédure à suivre auprès de la Préfecture de l'Aude, et non auprès de la commune, lui a été indiquée par les services municipaux. Cette procédure est encadrée par la loi du 22 décembre 2025 et le décret du 8 janvier 2026.

Pour extrait certifié conforme :

Le Maire
Gérard FORCADA



La secrétaire de séance
Christine BÉNET

